



Lundi 30 mars 2026

Cette sale guerre contre des peuples n'est pas la nôtre. Refusons de la payer !

Cela fait maintenant plus d'un mois que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran. Ils y ont mené plus de 1 500 bombardements, causant près de 2 000 morts, 25 000 blessés et 3 millions de déplacés à l'intérieur du pays. L'intensification de la guerre menée par Israël au Liban a fait elle aussi des milliers de morts et plus de 500 000 réfugiés, ayant fui le Sud-Liban que l'armée israélienne s'apprête à occuper durablement. Sous prétexte de sécurité et de lutte contre des dictatures, les dirigeants impérialistes sèment la guerre, la dévastation et la mort au Moyen-Orient.

Les véritables raisons, leur droit au pillage des ressources à coups de talon de fer sur les peuples, apparaissent au vu et au su de tous.

L'impérialisme français lui aussi fauteur de guerre

Le gouvernement français implique la France dans cette guerre. Par les paroles et par les actes. Macron a tout de suite légitimé les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, désignant la République islamique comme responsable. Une dictature que la population iranienne contestait encore il y a quelques semaines, avant de recevoir des bombes, et que Trump pourrait finalement choisir de laisser au pouvoir. Actuellement, l'armée française participe aux opérations : tous les jours des avions Rafale s'envolent pour abattre drones et missiles iraniens. Le porte-avions *Charles de Gaulle* a été envoyé dans la région et plus d'un millier de soldats français y sont déployés, entre Abou Dabi, l'Irak et Djibouti.

Partout, les peuples paient le coût du militarisme

Au Moyen-Orient, ce sont des milliers de morts et de blessés. En Europe ou aux États-Unis, c'est le niveau de vie de la population qui va être durement impacté. Le budget d'austérité imposé à coup de 49.3 visait déjà à nous imposer bien des sacrifices, pour les plus grands profits des grandes entreprises, en premier lieu des patrons de l'armement. Autant d'argent pris sur la santé, sur l'éducation, sur tout ce qui nous est utile, pour privilégier des milliards d'euros de subventions aux patrons et la hausse des dépenses militaires. Et voilà que Lecornu annonce une rallonge de 8,5 milliards d'euros, sur les 16 milliards déjà prévus, pour la loi de programmation

militaires 2016-2030... pour acheter encore plus de munitions ! Et il n'y aurait pas d'argent magique ? Les Dassault et autres marchands de mort se frottent les mains. Chaque missile tiré coûte un million l'unité, un million également pour chaque journée d'opération du *Charles de Gaulle* et 20 000 euros l'heure de vol du Rafale.

À nous de rendre coup pour coup !

Non seulement on nous présente l'addition pour payer tout cet arsenal, mais on subit l'explosion du prix du pétrole et du gaz, et ses répercussions sur les prix en général. Aux États-Unis, une troisième édition des manifestations « No King » (pas de roi) contre Trump a rassemblé des millions d'Américains dénonçant sa politique meurtrière contre l'immigration, mais aussi la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de la vie. En France également, c'est dans la rue et dans les luttes qu'il faudra s'opposer à la guerre et mettre en avant nos propres intérêts de travailleurs et de travailleuses : de l'argent pour les services publics, pas pour l'armée, des hausses des salaires et des pensions de retraite pour faire face à l'inflation galopante. Suite aux luttes menées depuis plusieurs semaines par profs, parents et lycéens dans la région de Marseille, une journée de grève dans l'Éducation nationale aura lieu mardi 31 mars contre les suppressions de postes et d'heures de cours prévues par le gouvernement. Face à un système capitaliste qui a pour seul moteur l'exploitation et la guerre, organisons-nous.

Contre la hausse des prix, luttons pour nos salaires !

Sur le mois écoulé, le gazole est passé d'environ 1,65 € le litre à plus de 2,25 € un peu partout. Une augmentation de 30 % à 35 % voire 40 % selon les stations. Il faut augmenter nos salaires de toute urgence !

Aller simple...

La direction veut mettre la pression pour envoyer du personnel en mission temporaire sur d'autres sites comme Rennes. Sauf que, sur place, on fait comprendre aux salariés de Poissy qu'on attend d'eux qu'ils restent en mission jusqu'à la mutation définitive ou qu'ils aillent ensuite ailleurs... sauf à Poissy.

Un petit écran de fumée

Au Ferrage, après des mois de propagande pour vanter les nouvelles activités industrielles qui doivent sauver le site de Poissy, la direction annonce que la nouvelle ligne « Flex Cell » devrait commencer à produire des pièces de rechange en juillet. Composée de robots récupérés à Stellantis Saragosse, elle n'emploiera que 11 salariés. Pour combien de temps ? Et les centaines d'autres salariés du site, ils deviennent quoi après la fin de la Mokka ?

Elle a tout bu...

À la Peinture, lundi 23 mars, la semaine a commencé avec 5 heures d'arrêt de production, car il n'y avait plus d'eau déminéralisée. En effet la cabine des Laques s'est mise en route toute seule pendant le week-end, épuisant le stock d'eau. Travailler le week-end, ça épuise. On est d'accord.

Un appel au secours

La direction cherche à former des secouristes en santé mentale. Dans un éclair de lucidité, les grands chefs, ont-ils compris qu'ils avaient besoin d'une aide psychologique face à leur schizophrénie ?

Le patron veut fermer l'usine mais il leur faut raconter qu'elle va durer jusqu'en 2056. Préparer le passage en 1 équipe, la dépollution et la vente des terrains tout en expliquant que, malgré tout ça, tout le monde aura un poste à l'avenir. Tous ces mensonges... de quoi devenir complètement dingue !

Karl Olive et compagnie...

Karl Olive, cet ami de Macron, condamné par la justice, qui a encore plusieurs procès en cours, a perdu les élections municipales à Poissy. Tant mieux, c'est un serviteur de Stellantis et de ses propres intérêts.

Mais sa rivale (et ancienne collaboratrice) Sandrine Dos Santos, qui a gagné, n'est pas non plus une amie des travailleurs. Elle milite pour le stade du PSG à Poissy, comme tous les principaux politiciens du département et de la région. Et elle ne s'opposera pas à la fermeture du site. Il n'y a rien à attendre de tous ce personnel politique, ami des riches.

Lisi Automotive : nouvelle grève contre la fermeture

Les ouvriers de l'usine Lisi Automotive près de Cergy sont toujours en lutte, contre la fermeture et les 136 licenciements à la clé. En janvier, la direction ne proposait que 300 € d'indemnités supra-légales par année d'ancienneté. Sous la pression elle est passée à 1 400 €.

Lundi 23 mars, les ouvriers se sont donc remis en grève 4 jours, ce qui a élevé le montant à 1 800 € (36 000 € pour 20 ans d'usine). En production, la grève a été suivie à 90 % sur les 3 équipes. Pour tout le monde, 3 300 € d'indemnités supra-légales seraient un minimum.

À quelques kilomètres, les salariés de Brandt Saint-Ouen-l'Aumône se battent eux aussi contre la liquidation de leur site. Nous aussi à Stellantis Poissy sommes menacés, avec les sous-traitants MC Synchro à Chanteloup, Lear à Éragny et les autres. Pour changer le rapport de force, les ouvriers de toutes ces entreprises menacées pourraient bien ne pas rester isolés et multiplier les contacts, en vue de se coordonner.

Sur terre ou dans l'air, non aux armes de guerre !

Après ses drones volants de l'usine du Mans, Renault a lâché des informations sur ses futurs drones terrestres. On apprend dans la presse que le groupe s'est allié à l'entreprise belge John Cockerill pour fabriquer de petits engins pour l'armée, qui seraient soi-disant non-armés, mais néanmoins « armables »... Ils doivent d'ailleurs être présentés au Salon militaire Eurosatory en juin prochain. Preuve qu'ils ne sont pas destinés à porter les courses...

Un beau bébé mortel

Macron a annoncé le nom du nouveau porte-avions : « France Libre », 310 mètres, 78 000 tonnes, capacité d'embarquement de 30 avions de chasse, et une modique somme de 10 milliards. Ça ferait combien de salaires de soignants et d'enseignants ? Toute la classe politique a soutenu l'initiative, y compris Mélenchon, qui a seulement proposé de le baptiser différemment. Plutôt que de lui chercher un nom plus joli, il faudrait surtout qu'on arrête de produire ces engins de mort !

Racisme décomplexé et médiatisé

Depuis qu'il a été élu au 1^{er} tour, Bally Bagayoko, nouveau maire de Saint-Denis subit une avalanche d'insultes racistes dans les médias d'extrême droite : il a été comparé à un singe, associé au narcotrafic ou à un « chef tribal »... parce que sa famille est d'origine malienne. Un racisme immonde et médiatisé, que le gouvernement a mis des jours avant de condamner du bout des lèvres. La haine de l'extrême droite et de ses relais ciblent autant le maire que les habitants de Saint-Denis, et tous les descendants d'immigrés. Une menace contre laquelle les travailleurs doivent faire bloc.